



Comité National du 13-04-2013 – rapport introductif

*Rapport introductif d'Antonio Sanchez,
secrétaire national*

Cher(e)s camarades,

Les médias, le gouvernement, les partis politiques de tous bords nous abreuvant de déclarations multiples concernant « l'affaire Cahuzac ». Chacun fait la sienne en évitant soigneusement et volontairement d'évoquer le fond pour détourner l'attention et manipuler l'opinion. On aura tout entendu sur l'affaire Cahuzac : « moralisation » de la vie publique, moralisation de la vie politique, déclaration de patrimoine pour les élus, création d'une haute autorité de contrôle, bref j'en passe et des meilleures. Les gérants du capital ont vite réagi pour éviter le vrai débat. Les mauvais coups continuent à tomber, la situation économique et sociale s'aggrave.

La période est donc bien choisie pour détourner l'attention et accélérer les politiques de casse économique et sociale pour le profit.

Tous les partis politiques font mine d'être offusqués par l'existence de « paradis fiscaux » et du manque de transparence sur les flux financiers. Ce qu'ils cachent, c'est que ce sont les états capitalistes et leurs banques qui créent ces « paradis fiscaux », les banques étant bien sûr au service des multinationales. 170 états y ont des intérêts au travers de leurs banques.

En ce qui concerne la France, BNP Paribas, le Crédit agricole, la Société Générale possèdent 527 filiales dans ces pays dont 360 pour la seule BNP Paribas.

120 000 entreprises (chiffre certainement sous-estimé vu la complexité des circuits financiers) y ont installé leurs sièges sociaux dont 130 françaises, 1400 filiales d'entreprise du CAC 40 y sont également installées.

Les capitaux accumulés dans ces pays représentent entre 21 000 et 32 000 milliards de dollars soit l'équivalent du produit intérieur brut des USA et du Japon réunis.

Les avoirs des 50 plus grandes banques du monde sont passés de 5 400 milliards en 2005 à plus de 12 000 milliards en 2010 (plus que doublés en 5 ans). Qui a dit qu'il y a crise ?

Pour ce qui concerne la France, 600 milliards « dorment » dans ces « paradis fiscaux », c'est presque deux fois l'équivalent du budget de l'état.

Autre mécanisme financier, ce sont les fonds spéculatifs que les capitalistes appellent les Hedges Funds qui accumulent des masses d'argent considérables auprès des multinationales pour les faire fructifier, spéculer sur la dette des états, et participer à la concurrence internationale.

Ces fameux fonds spéculatifs représentaient 1407 milliards de dollars en 2008 (année de la « crise »), ils s'élèvent en 2012 à 2252 milliards de dollars. Ils ont augmenté de 12% par an.

Tous ces chiffres, ces masses extraordinaires d'argent sont le résultat de l'exploitation forcenée des peuples. Cela démontre également l'imbrication étroite entre les états capitalistes, les multinationales et les banques pour s'accaparer les richesses produites.

Il n'y a pas de crise financière comme il n'y a pas de crise du capital. Non, il y a le capital, son existence dépend de l'accumulation de profits à n'importe quel prix, peu importent les conséquences sociales.

Que va changer cette « moralisation » de la vie politique que tous les partis appellent de leurs vœux ? Ils sont tous au service du capital, les uns hurlent plus fort que les autres mais aucun d'eux ne veut s'attaquer au capitalisme et encore moins le supprimer.

Le parti communiste français demande à « suspendre les travaux du parlement pour débattre des réponses à apporter devant la situation créée par l'affaire Cahuzac. « Il faut sauver la gauche » dit-il, « en revenir au discours de Hollande avant son élection » Quel programme révolutionnaire !!

Le front de gauche condamne les « dérives » du capital mais ne le remet pas en cause. Il parle de « coup de balai », de « donner de l'oxygène à la république », de « créer une 6^{ème} république ». Pour faire quelle politique ? Le partage des richesses ? C'est préserver le capital. Rétablir la justice sociale ? Les socialistes au pouvoir prétendent le faire, on voit où cela nous mène. En système capitaliste la justice sociale est un leurre.

Le front de gauche et le parti communiste français appellent à un rassemblement le 5 Mai sur cette base-là, ne négligeons pas toutefois l'écho que peut avoir cette initiative auprès de ceux qui luttent.

Pendant ce temps-là, le Front National tire les marrons du feu

La situation économique et sociale se dégrade à grande vitesse, chaque jour de nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées : Société Générale 6 à 700, Veolia 1500, Saur en vente, Arkéma 2000 qui pourraient se traduire par la suppression de 17 à 25 000 emplois induits, Sanofi, Bosch Vénissieux, Virgin... Des accords de compétitivité sont signés maintenant un peu partout, c'est le cas chez Bosch à Rodez (1500 salariés équipement auto) où les syndicats dont SUD ont approuvé la suppression de 112 emplois, la suppression de la moitié des RTT, le gel des salaires face au chantage à l'emploi exercé par le patron.

Ces accords s'appuient sur l'accord national interprofessionnel du 11 Janvier dernier, signé par la CFDT et le MEDEF, qui vient d'être voté à l'assemblée nationale avec la complicité de la droite. La CFDT et le MEDEF se réjouissent du « travail du parlement qui n'a pas dénaturé le texte initial ».

Moscovici déclare qu' « il faudra trouver entre 15 et 20 milliards d'euros de redressement en 2014 pour parvenir à l'objectif de 3% du PIB »

Les négociations sur la retraite qui étaient prévues initialement en fin d'année sont avancées en Juin, l'âge de départ va être repoussé et le nombre d'annuités à atteindre pour prétendre à une retraite pleine va encore augmenter.

Tous les budgets sociaux sont attaqués ou en passe de l'être : allocations familiales, prestations familiales, logement, indemnisation du chômage.

Les collectivités territoriales, les hôpitaux voient leur budget réduit. Conséquences : arrêt des investissements, privatisation des services.

Montebourg déclare mettre à l'étude la poursuite de la privatisation des entreprises publiques, le discours tenu devant les salariés d'Arcelor a fait long feu.

Le patron de l'UIMM (métallurgie) candidat à la présidence du MEDEF demande 100 milliards de réduction de dépense publique. Ce personnage (Frédéric de Saint Geours) qui gagne 44 000 euros net par mois a été directeur de cabinet du socialiste Henri Emmanuelli lorsqu'il était ministre du budget entre 1984 et 1986. La collusion entre patrons et pouvoir ne date pas d'aujourd'hui, elle existe depuis la naissance du capitalisme.

Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement a fait très fort dans un entretien au journal « Les Echos ». Elle déclare tout son dévouement à l'égard du capital « la gauche n'est pas l'ennemie des entrepreneurs », on le savait mais pour le prouver, elle rappelle le pacte de

Compétitivité, l'accord du 11 Janvier sur le marché du travail, le crédit d'impôts, la banque publique d'investissement, et elle termine en disant « oui notre gouvernement aime les entreprises » !! Un tel niveau de compromission avoué avec une telle sincérité mérite d'être souligné !

Les travailleurs qui subissent chaque jour des coups de plus en plus durs sont évidemment les grands oubliés de la porte-parole du gouvernement, mais qui s'en étonne ?

Du côté des syndicats, tous participent au débat actuel sur la moralisation de la vie politique et la transparence financière, CFDT en tête.

La CGT vient de tenir son 50^{ème} congrès, les délégués d'entreprises ont mis en avant la nécessité de lutter, de coordonner les luttes, de défendre des revendications claires sur les salaires et l'emploi. Les débats ont été vifs sur ces questions, mais la direction confédérale maintient sa politique de « dialogue social » et de « syndicalisme rassemblé », ce qui démontre une nouvelle fois l'écart grandissant entre les syndicats d'entreprises et les dirigeants. La direction de la centrale a dû toutefois tenir compte du mécontentement et a proposé d'entrée l'initiative du 9 Avril dernier, ce qui n'a pas calmé les délégués. Les dirigeants de la CFDT ont refusé de participer à cette journée d'action. Au nom du « syndicalisme rassemblé » ? Malgré les obstacles, 120 000 travailleurs se sont rassemblés dans toute la France pour manifester leur mécontentement.

Y aller plus fort

C'est dans cette voie qu'il faut continuer, car il est urgent d'engager des luttes bien plus fortes contre les forces du capital et le gouvernement à leur service.

Il faut surtout mener la lutte politique contre le régime capitaliste et tous ceux qui le servent. Notre parti est le seul qui propose une perspective réelle. Les moyens d'une autre politique existent à condition d'enlever le pouvoir aux capitalistes. Nous avons créé avec « Communistes », un parti révolutionnaire pour mener ce combat. La volonté de lutter existe, le mécontentement est fort et va continuer à s'amplifier, les luttes ne peuvent que se développer parce qu'il n'y a pas d'autre choix.

Nous avons un rôle important à jouer dans leur développement. Soyons présents partout dans les prochaines manifestations du 1^{er} Mai. Nous distribuerons un tract très offensif, montrant que les moyens existent mais qu'il faut lutter ensemble et

partout pour les arracher des poches du capital et satisfaire les revendications. Nous réunirons d'ici le 1^{er} Mai les adhérents, les sympathisants, nous multiplierons la distribution de notre tract, nos contacts dans les entreprises, les quartiers.

Partout, la classe ouvrière résiste, partout les luttes se développent, certes de manière inégale, mais elles ne faiblissent pas. Au Portugal, les grèves massives, les nombreuses manifestations ont contraint la cour constitutionnelle du pays à annuler les dispositions du dernier plan d'austérité.

En Grèce, en Italie, en Espagne, les nombreux mouvements sociaux mettent les gouvernements en grande difficulté. Bien sûr nous sommes encore loin d'un mouvement de nature révolutionnaire, mais ce qu'il faut retenir, c'est que les luttes ne s'arrêtent pas.

La lutte des classes ne peut ne peut que s'amplifier parce que le capital n'a pas d'autre choix que la course aux profits. Cette course aux profits aiguise la concurrence entre multinationales, avive les tensions sur toute la planète. Cette concurrence internationale suscite de nombreux conflits armés, de vives tensions sur tous les continents. Au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie où les impérialistes capitalistes américain et européen veulent dominer les peuples et s'emparer des richesses nombreuses et souvent inexploitées de ces pays. A propos de l'Asie, la situation conflictuelle dans cette région orchestrée par les Etats Unis devient dangereuse et peut déboucher à tout moment sur un conflit armé dont on ne peut mesurer les conséquences. Nous sommes les seuls à dénoncer les provocations régulières des Etats Unis qui n'ont jamais accepté la lutte du peuple Nord-Coréen pour obtenir son indépendance.

On mesure mieux aujourd'hui, nous l'avons déjà dit mais répétons -le, les conséquences de la disparition de l'URSS dans les rapports de forces internationaux.

Au Moyen-Orient, la situation est catastrophique pour les peuples d'Irak, d'Afghanistan, de Lybie, de Syrie où les gouvernements français et anglais veulent armer ceux qu'ils appellent « les rebelles », mais qui sont les mêmes qu'ils combattent au Mali et qu'ils appellent « les terroristes ». Il suffit de passer quelques frontières pour changer de statut et devenir soit le gentil, soit le méchant. On voit bien que les objectifs poursuivis par le gouvernement français n'ont rien à voir avec la libération des peuples malien et syrien.

Le retrait annoncé des troupes françaises n'est qu'une manipulation supplémentaire pour donner du crédit à la « libération » du peuple malien. « 1000 soldats resteront en permanence sur place pour faire face aux difficultés éventuelles » a annoncé Hollande au cours de son dernier entretien télévisé.

Le capital n'a pas de limite dans sa recherche de profits nouveaux, il emploie tous les moyens, peu importent les conséquences. Il n'y a que les luttes qui peuvent le stopper et le détruire.

Les profits réalisés, les richesses créées, les centaines de milliards qui circulent et qui ne servent qu'à la spéculation doivent revenir au peuple.

Abolir le capital, lutter pour y parvenir, n'est pas une mince affaire, il faut rassembler celles et ceux qui veulent lutter et ils sont nombreux, nous sommes les seuls à proposer cette voie.

Déployer notre activité dans les départements ne dépend que de nous, de notre force militante. Les occasions ne manquent pas, j'ai parlé du 1^{er} Mai, des dizaines de milliers de tracts diffusés dans les manifestations, les quartiers, mais c'est aussi l'opportunité pour lancer en grand notre souscription nationale.

La question des finances a été abordée lors de notre dernier congrès, elle a fait l'objet de débats au dernier Comité National. Il faut pousser plus loin cette question, nous avons besoin de beaucoup d'argent nous le savons. La souscription nationale va nous permettre de nous adresser très largement à nos amis, aux salariés, aux habitants mais il faut s'inscrire dans la durée. Le Comité National à cette responsabilité.

Partout, il faut engager sans tarder cette souscription, établir des plans de travail, assurer un suivi régulier, réfléchir aux initiatives possibles, dresser des listes de sympathisants, syndicalistes, collègues de travail, amis, famille. C'est le sens de la lettre du secrétariat adressée à chaque membre du Comité National. Il faut la diffuser aux adhérents. Les billets de souscription sont prêts, ils sont à votre disposition.

Les membres du Bureau National aideront les camarades des départements à suivre l'évolution de la souscription. Nous ferons un point à chaque bureau et une communication sera faite à chaque Comité National.

Chers camarades, donnez votre avis sur la situation, sur l'activité de notre parti, sur toutes les questions évoquées dans le rapport.

www.sitecommunistes.org